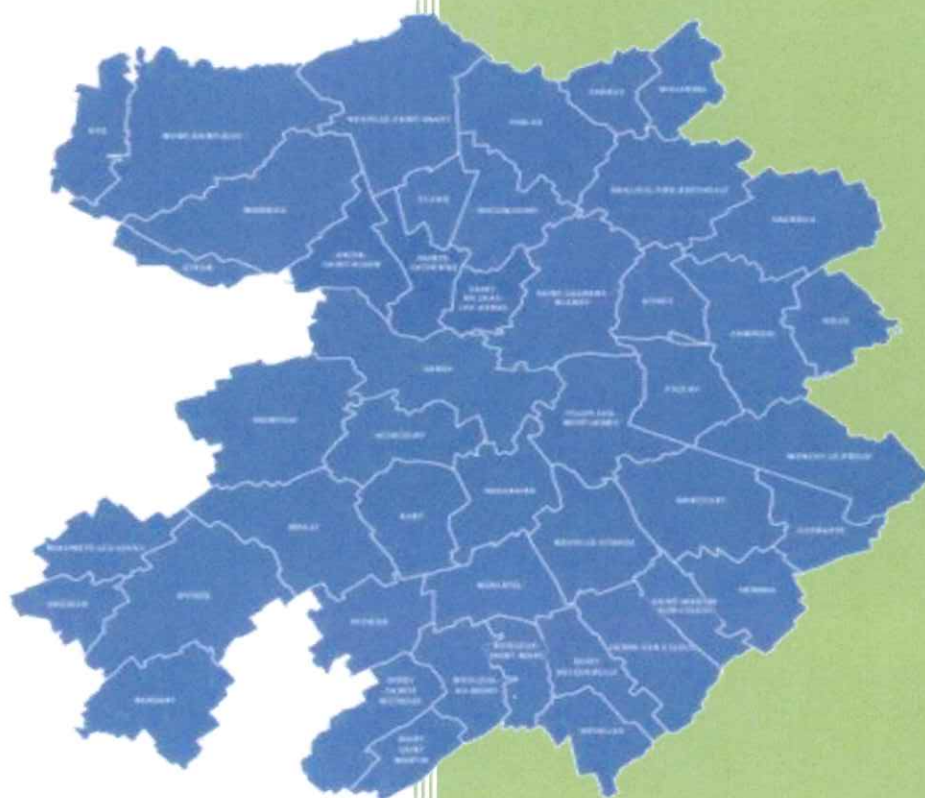




PROTOCOLE DE LUTTE CONTRE L'HABITAT INDIGNE 2022 - 2025



"constituent un habitat indigne les locaux ou les installations utilisés aux fins d'habitation et impropres par nature à cet usage, ainsi que les logements dont l'état, ou celui du bâtiment dans lequel ils sont situés, expose les occupants à des risques manifestes pouvant porter atteinte à leur sécurité physique ou à leur santé"

Envoyé en préfecture le 16/02/2023

Reçu en préfecture le 16/02/2023

Publié le 16/02/2023



ID : 062-216200998-20230215-2023_02_15_7-DE

Préambule

En juin 2019, quatre communes : Arras, Saint-Laurent-Blangy, Saint-Nicolas-les-Arras et Achicourt avaient souhaité travailler sur la mise en œuvre du permis de louer et du permis de diviser sur leur territoire afin de lutter contre les logements indignes et les « marchands de sommeil ».

Au terme d'une étude de faisabilité menée de manière partenariale avec les communes et l'Etat, et en articulation avec le retour d'expériences d'EPCI qui l'ont engagé, le permis de louer s'est révélé présenter un ratio coût/avantage défavorable pour le territoire.

C'est pourquoi, une proposition alternative a été délibérée, avec la mise en place d'un accompagnement renforcé auprès des communes grâce au recrutement communautaire d'un Chargé de mission « Habitat indigne » qui permet de :

- Repérer, centraliser et gérer les signalements émis par les acteurs locaux (maires, travailleurs sociaux, locataires, propriétaires, CAF, médiateurs...) en lien avec le Guichet Unique d'Eradication de l'Habitat Indigne (GU EHI)
- Réaliser les visites « Lutte contre l'Habitat Indigne » LHI afin qualifier les désordres,
- Proposer les actions à mettre en place et apporter aux communes un appui ingénierie au lancement et au suivi des procédures
- Animer un réseau de référents communaux autour de la déclinaison du protocole territorial de l'habitat indigne et d'une boîte à outils

Cette solution alternative moins coûteuse permet ainsi de couvrir l'ensemble du territoire, donner de la lisibilité au phénomène d'indignité, accompagner les communes tout en permettant aux maires de conserver leur pouvoir de police en la matière.

Elle ouvre le champ d'intervention : syndromes de Diogène, situations d'indignité sociale, copropriétés dégradées, parc public, conventionnement sans travaux ... en transversalité avec les autres politiques publiques communautaires (rénovation, lutte contre la vacance, maintien à domicile, santé mentale, expulsions...)

Enfin, elle permet à la CUA de répondre au souhait de l'Etat en lien avec le Pôle Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne (PDL- HI) de décliner un protocole de lutte contre l'habitat indigne à son échelle permettant de mettre en place un pilotage renforcé et des modalités d'intervention plus efficaces en lien avec les objectifs de la convention de délégation ANAH

Ce protocole marque la volonté partagée entre l'Etat, la Communauté Urbaine d'Arras et les communes qui la composent d'établir un plan d'action en vue d'éradiquer l'habitat indigne du territoire.

Entre,

la Communauté Urbaine d'Arras représentée par son Président, Monsieur Frédéric LETURQUE, les communes d'ACHICOURT, ACQ, AGNY, ANZIN, ARRAS, ATHIES, BAILLEUL SIRE BERTHOULT, BASSEUX, BEAUMETZ LES LOGES, BEAURAINS, BOIRY BECQUERELLE, BOIRY SAINT MARTIN, BOIRY SAINTE RICTRUDE, BOISLEUX AU MONT, BOISLEUX SAINT MARC, BOYELLES, DAINVILLE, ECURIE, ETRUN, FAMPOUX, FARBUS, FEUCHY, FICHEUX, GAVRELLE, GUEMAPPE, HENIN SUR COJEUL, HENINEL, MAROEUIL, MERCATEL, MONCHY LE PREUX, MONT ST ELOI, NEUVILLE ST VAAST, NEUVILLE VITASSE, RANSART, RIVIERE, ROCLINCOURT, ROEUX, SAINT LAURENT BLANGY, SAINT MARTIN SUR COJEUL, SAINT NICOLAS LEZ ARRAS, SAINTE CATHERINE, THELUS, TILLOY LES MOFFLAINES, WAILLY, WANCOURT, WILLERVAL

D'une part,

et

L'Etat représenté par le Préfet du Pas de Calais, Monsieur Jacques BILLANT

D'autre part,

Il a été exposé ce qui suit :

Non-conformité au règlement sanitaire départemental :

Sur la base du Code de la santé publique, un règlement sanitaire départemental définit des règles particulières dans chaque département.

Insalubrité :

Code de la santé publique : article L.1331-22 et L.1331-23

Risque pour la sécurité :

Code de la construction et de l'habitation : article L.511-2

Loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 Des rapports entre bailleurs et locataires dans les logements meublés résidence principale (Articles 25-3 à 25-11), Version en vigueur depuis le 25 août 2021

L'ordonnance n°2020-1144 du 16 septembre 2020 relative à la simplification et à l'harmonisation des polices des immeubles locaux et installations apporte des simplifications importantes en matière de lutte contre l'habitat indigne.

NB : « Une seule police « de la sécurité et de la salubrité des immeubles, locaux et installations » définie dans le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) vient remplacer les anciennes procédures de police administrative spéciale du CCH et du Code de la Santé Publique (CSP). »



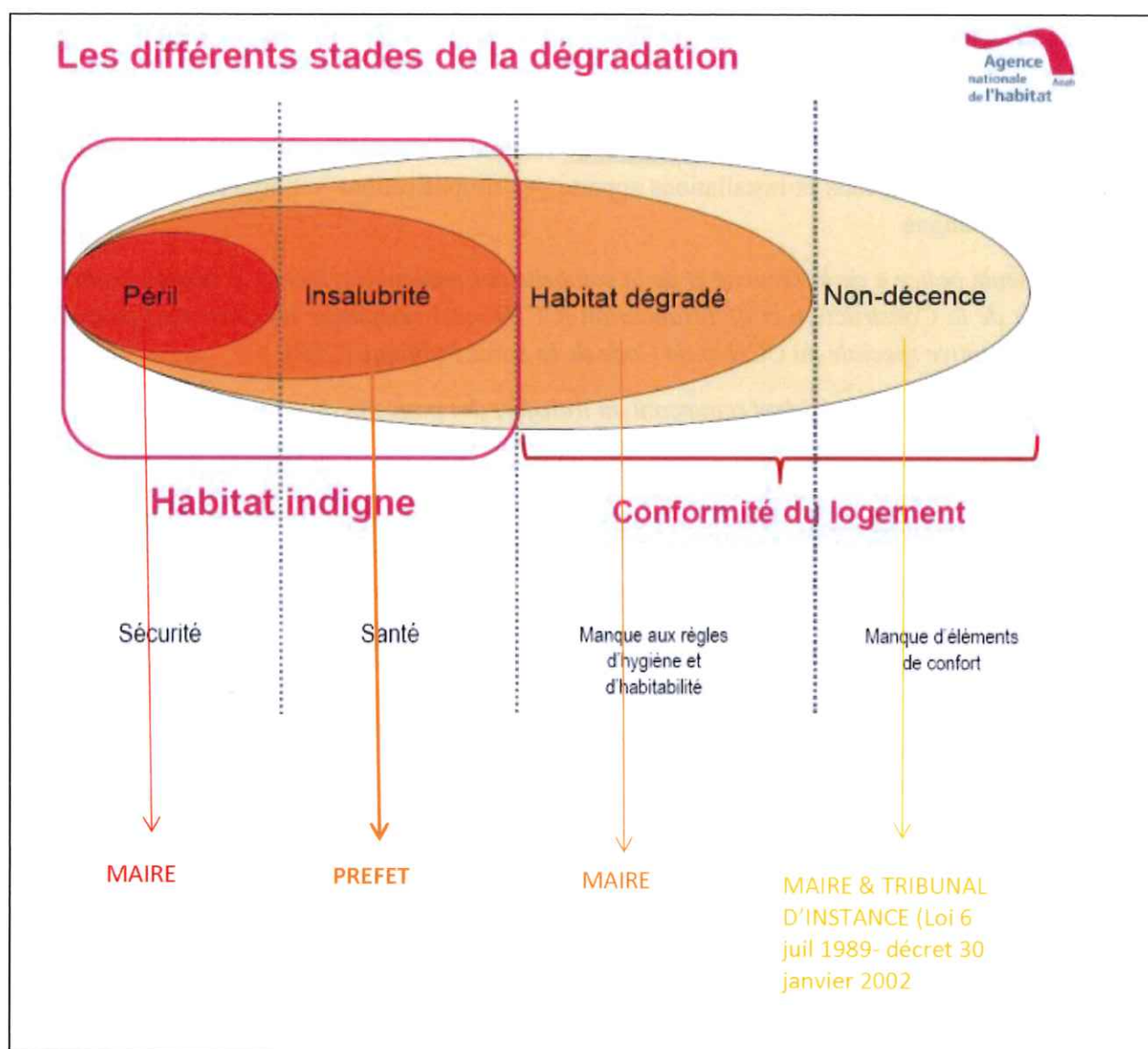
(Annexe 6) Arrêté du président renonçant au transfert des pouvoirs de police LHI

Le décret du 11 janvier 2021 relatif à l'intégration d'un critère de performance énergétique dans la définition du logement décent Instaure à compter du 1^{er} janvier 2023, pour toute nouvelle mise en location, un seuil de consommation maximale en énergie finale à 450 kw/m°/an.

2 : Définitions

Définition :

"constituent un habitat indigne les locaux ou les installations utilisés aux fins d'habitation et impropres par nature à cet usage, ainsi que les logements dont l'état, ou celui du bâtiment dans lequel ils sont situés, expose les occupants à des risques manifestes pouvant porter atteinte à leur sécurité physique ou à leur santé"



Quand un immeuble présente deux types de désordres, il convient de mener deux procédures

Sommaire

I : Contexte

- | | |
|---|------------------|
| 1. Cadre réglementaire | <i>page : 6</i> |
| 2. Définitions | <i>page : 8</i> |
| 3. L'Habitat indigne dans le Département du Pas de Calais | <i>page : 12</i> |
| 4. L'habitat indigne dans la CUA | <i>page : 13</i> |
| 5. Les partenaires | <i>page : 14</i> |
| 6. Le protocole départemental de coopération | <i>page 15</i> |

II : Plan d'action de la lutte contre l'habitat indigne sur le territoire de la CUA

- | | |
|---|------------------|
| 1. Stratégie | <i>page : 16</i> |
| 2. Objectifs Opérationnels | <i>page : 16</i> |
| 3. Mise en Œuvre Opérationnelle | <i>page : 17</i> |
| 4. Articulation avec les autres dispositifs opérationnels | <i>page : 19</i> |
| 5. Axes de travail | <i>page : 20</i> |
| 6. Cas particuliers des situations complexes & interventions à caractère médico-social (incuries) | <i>page : 20</i> |

III : Gouvernance

IV : Durée

V : Annexes

- | | |
|--|------------------|
| Annexe 1 : Fiche de saisine | <i>page : 25</i> |
| Annexe 2 : Logigramme repérage de l'habitat indigne sur le territoire communautaire | <i>page : 26</i> |
| Annexe 3 : Logigramme DDTM 1/2 : « qui fait quoi ? » | <i>page : 27</i> |
| Annexe 4 : Relevé d'Observation Logement | <i>page : 29</i> |
| Annexe 5 : Qui fait quoi ? Procédure de la Sécurité des immeubles, locaux et installations | <i>page : 33</i> |
| Annexe 6 : Arrêté du président renonçant au transfert des pouvoirs de police LHI | <i>page : 37</i> |

I : Contexte

1 : le cadre Réglementaire

« La lutte contre l'habitat indigne s'appuie sur de nombreux textes législatifs et réglementaires »

La loi Besson du 31 mai 1990 : création des plans départementaux d'accès pour le logement des personnes défavorisées (PDALPD).

La loi d'orientation et de lutte contre les exclusions du 29 juillet 1998 : création des dispositifs d'urgence pour lutter contre le saturnisme, renforcer les sanctions à l'encontre des marchands de sommeil.

La loi du 13 décembre 2000 : création de la notion de logement décent dans les rapports locatifs

La loi du 25 mars 2009 relative à la mobilisation pour le logement et la lutte contre les exclusions : définition de l'habitat indigne

Loi du 24 mars 2014, loi pour l'accès à l'urbanisme et à un logement rénové (loi ALUR) : renforcement des dispositions visant notamment à éradiquer les logements dangereux, mettre fin aux pratiques de certains bailleurs indécents. A ce titre, elle instaure le permis de louer, crée une astreinte administrative visant à favoriser l'exécution des mesures prises par l'autorité administrative, institue de nouvelles dispositions en matière pénale visant à lutter contre les marchands de sommeil.

Lettre - Circulaire Dihal du 17 novembre 2015 relative aux Pôles Départementaux de Lutte contre l'Habitat Indigne (PDLHI).

La Loi 23 novembre 2018, pour l'évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN) :

- ✓ Elargissement et systématisation du dispositif de l'astreinte administrative.
- ✓ Renforcement des sanctions pénales et financières à l'encontre des marchands de sommeil. Habilitte le gouvernement à agir par voie d'ordonnance pour :
 - Harmoniser et simplifier les procédures des polices spéciales, nombreuses et complexes, et mieux les articuler entre elles.
 - Préciser les pouvoirs dont dispose le maire dans le cadre de sa police générale pour traiter les situations d'urgence.
 - Sécuriser les transferts et délégations des polices spéciales du maire au président de l'EPCI.
 - Inciter à la mise en place de services mutualisant les moyens au niveau intercommunal.

Non-décence :

Décret du 30 janvier 2002

Code civil : article 1719

Loi du 6 juillet 1989 : article 6 et 20-1

Non-décence :

Qu'il soit loué vide ou meublé, le propriétaire doit fournir au locataire un logement décent. Cette obligation concerne la résidence principale du locataire.

Un logement est décent si :

- la sécurité des locataires est assurée ;
- la santé des locataires est préservée ;
- les équipements essentiels sont fournis : coin cuisine avec évier, eau chaude et froide, installation permettant un chauffage normal...
- il est protégé contre les infiltrations d'air parasites et permet une aération suffisante ;
- il est exempt de nuisibles et de parasites.

Non-conformité au règlement sanitaire départemental :



Le logement doit respecter les prescriptions du Règlement sanitaire départemental (RSD). Elles sont très proches de celles relatives à la décence et concernent tous les locaux à usage d'habitation.

Insalubrité :



Un logement ou un immeuble, vacant ou non, est considéré comme insalubre lorsqu'il est dangereux pour la santé ou la sécurité physique des occupants, ou pour celle du voisinage, du fait de son état ou de ses conditions d'occupation ou lorsqu'il comporte des revêtements dégradés contenant du plomb (à des concentrations supérieures aux seuils autorisés et susceptible d'intoxiquer une

femme enceinte ou un mineur).

Les locaux impropres par nature à l'habitation sont également considérés comme insalubres.

L'ordonnance N°2020-1144 du 16 septembre 2020 relative à l'harmonisation et à la simplification des polices des immeubles, locaux et installation définit l'insalubrité de la façon suivante :

Article L.1331-22 du code de la santé publique :

Tout local, installation, bien immeuble ou groupe de locaux, d'installations ou de biens immeubles, vacant ou non, qui constitue, soit par lui-même, soit par les conditions dans lesquelles il est occupé, exploité ou utilisé, un danger ou risque pour la santé ou la sécurité physique des personnes est insalubre.

La présence de revêtements dégradés contenant du plomb à des concentrations aux conditions mentionnées à l'article L. 1334-2 rend un local insalubre.

Les décrets pris en application de l'article L. 1311-1 et, le cas échéant, les arrêtés pris en application de l'article L. 1311-2 précisent la définition des situations d'insalubrité.

Risque pour la sécurité :



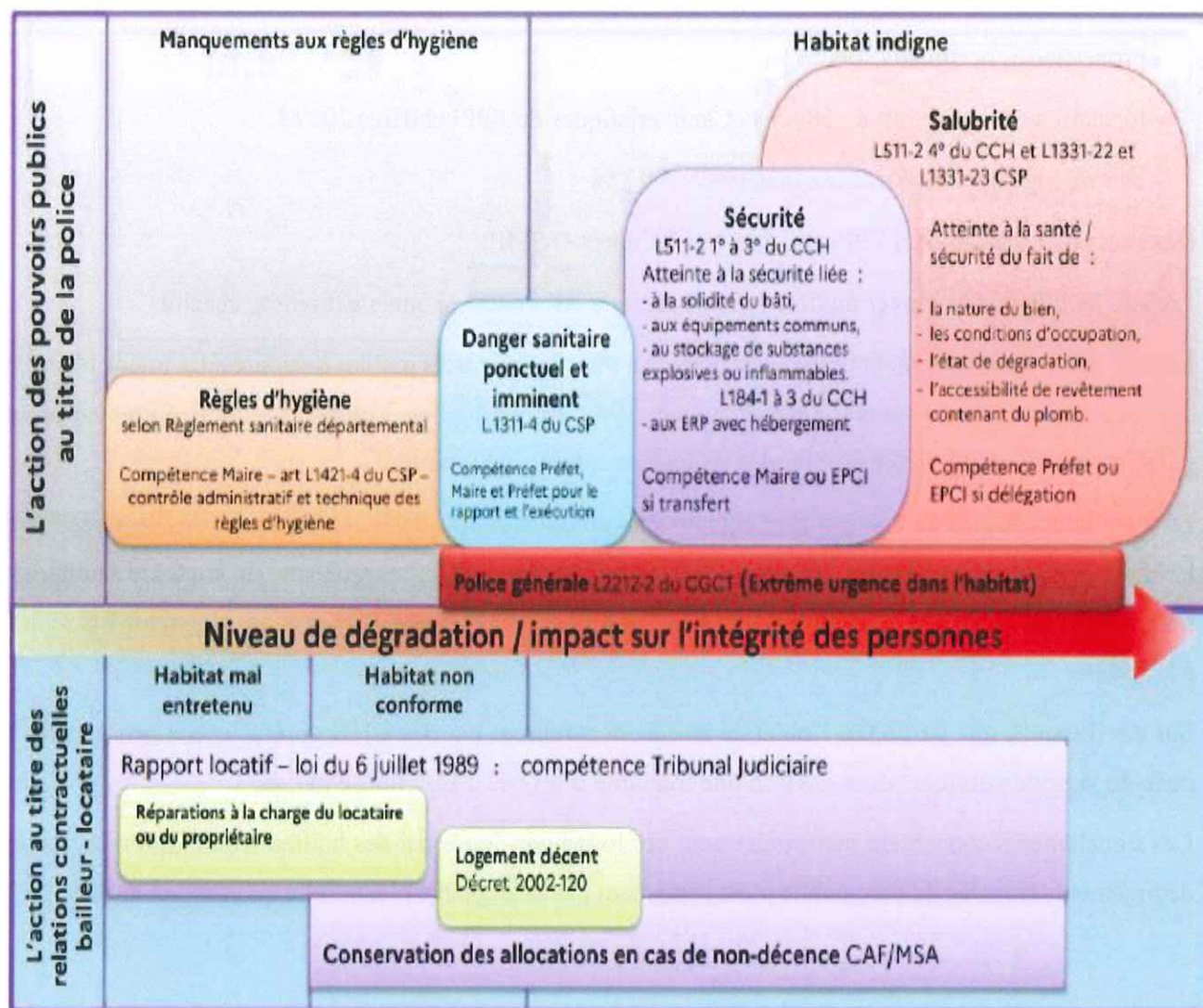
Un logement présente un risque pour la sécurité lorsque les murs n'offrent pas les garanties de sécurité nécessaires ou que les équipements communs présentent un fonctionnement defectueux ou lorsqu'y sont entreposées des matières explosives ou inflammables.

« Passoires énergétiques » / Logement décent : évolution des critères

À compter du 1er janvier 2023, un logement sera qualifié d'énergétiquement décent lorsque sa consommation d'énergie (chauffage, éclairage, eau chaude, ventilation, refroidissement...), estimée par le DPE et exprimée en énergie finale par mètre carré de surface habitable et par an, sera inférieure à 450 kWh/m2 en France métropolitaine.

Les logements les plus énergivores, dont la consommation d'énergie dépasse cette valeur, ne pourront plus être proposés à la location.

À noter : Cette mesure ne s'applique qu'aux nouveaux contrats de location conclus à compter du 1er janvier 2023.

En résumé :

3 : L'Habitat indigne dans le Département d

La situation du département :

Le département du Pas-de-Calais est particulièrement concerné par le phénomène de l'habitat indigne, qui désigne les logements dont les défauts ou désordres techniques font courir un risque pour la santé et/ou la sécurité des personnes logées. Dans le Pas-de-Calais, le PPPI est estimé à 29 013 logements en 2017, soit 6,18 % du parc des résidences principales privées. La population de ce PPPI est estimée à 68 090 personnes.

Statut d'occupation du PPPI (chiffres 2017) :

- propriétaires occupants : 38,57 %
- locataires dans parc privé : 58,85 %
- part de logements construits avant 1949 : 71,7 %

(Source. CD ROM ANAH PPPI filocum 2017 d'après DGFIP)

Le parc de logements à loyer modéré (HLM) est lui aussi concerné, mais à moindre échelle.

Le parc privé potentiellement indigne est occupé à plus de deux tiers par des locataires. La majorité (77 %) des logements concernés a été construite avant 1949. En particulier, l'utilisation de peintures au plomb jusqu'à cette période peut engendrer des risques de saturnisme infantile.

En 2018 et 2019, près de 750 signalements ont été remontés auprès du Guichet Unique de l'Eradication de l'Habitat Indigne (GU EHI), et 522 signalements pour l'année 2020, marquée par un contexte sanitaire ne permettant pas les visites de repérage lors du 1^{er} confinement. L'année 2021 a vu les signalements repartir à la hausse.

Sur ces dossiers, une partie fait l'objet de mesures coercitives par des arrêtés préfectoraux pris au titre du code de la santé publique, dont environ une trentaine d'arrêtés d'insalubrité par an.

Les signalements concernent majoritairement des logements loués par des bailleurs du Parc Privé. La part de logements signalés du parc public n'est cependant pas négligeable puisqu'elle avoisine un taux de 20 %.

4 : L'Habitat indigne dans la CUA

Sur le territoire de la Communauté urbaine, le retour d'expérience sur la politique de lutte contre l'habitat indigne montre l'existence d'un habitat indigne aussi bien dans le milieu rural, où il affecte principalement des propriétaires occupants et concerne une forte proportion de résidences principales, qu'en milieu urbain où il touche plus particulièrement des locataires

Vision de l'habitat indigne sur le territoire de la CUA :

Parc privé potentiellement indigne (PPPI) :

En 2017, le Parc Potentiellement Indigne (PPPI) de la CUA est estimé à 882 logements, soit un taux de 2,37 % du parc des résidences principales privé.

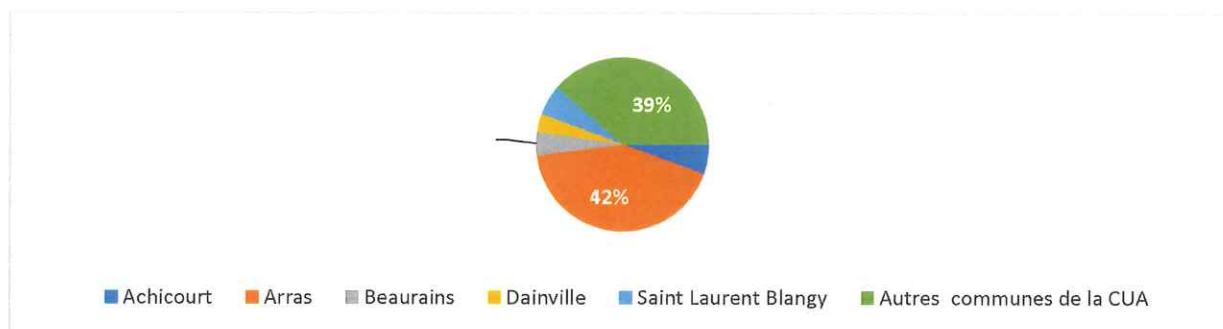
Ce parc a diminué de près de 30 logements entre 2015 et 2017, soit une baisse de l'ordre de 3 %.

Cela en fait le taux le plus faible du département (mais pas le volume de logements le plus faible).

Près de 1650 personnes sont susceptibles d'habiter ce parc.

Ce parc privé potentiellement indigne concerne en majeure partie les locataires (57%), mais présente par ailleurs une part importante de propriétaires occupants susceptibles d'y vivre (40,36 %).

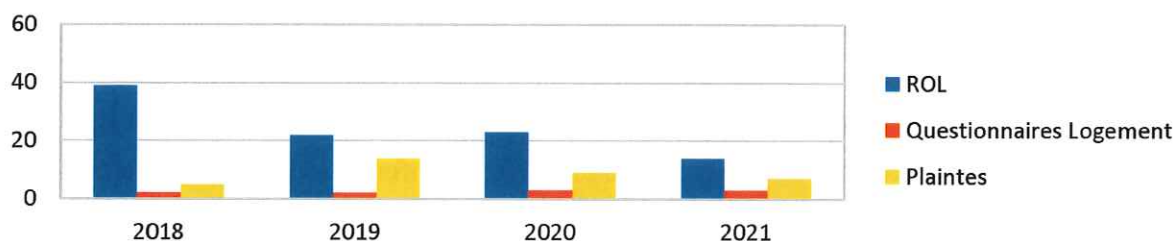
Le pôle urbain constitué des villes d'Achicourt, Arras, Beaurains, Dainville et Saint Laurent Blangy concentre à lui seul près de 60 % du Parc Potentiellement Indigne (PPPI) de la CUA.



Une diminution des signalements :

Entre le 1er janvier 2018 et le 31 décembre 2021, le Guichet Unique de l'Eradication de l'Habitat Indigne (GU EHI) a recensé 142 signalements sur le territoire de la CUA.

Le relevé d'observations logement reste le principal outil de repérage. On constate toutefois une diminution du nombre de signalements qui peut notamment s'expliquer à compter de 2020 par la crise sanitaire, la réorganisation de certains services en charge du repérage, mais aussi de la difficulté de ce repérage.



La commune d'Arras concentre à elle seule la majeure partie des signalements : 90 signalements soit près de 63 % des signalements enregistrés sur la CUA pour la période 2018-2021.

Enfin, ces signalements concernent pour près de 15 % des logements du parc public.

5 : Les partenaires

	Acteurs du repérage	Acteurs du Traitement des situations
Direction Des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais	✓	✓
Agence régionale de santé (ARS) Hauts-de-France	✓	✓
Maison du Département Solidarité	✓	✓
Caisse d'Allocation Familiale du Pas-de-Calais	✓	✓
Agence d'information sur le logement du Nord et du Pas-de-Calais (ADIL)	✓	✓
Mutualité sociale agricole (MSA)	✓	✓
Services de Secours :		
Police	✓	
Gendarmerie	✓	
Sapeurs-pompiers	✓	
Communes	✓	✓
Élus	✓	✓
Référents communaux	✓	✓
Tribunal		✓
Tutelles	✓	✓
ENEDIS	✓	
Associations		
Croix Rouge Française		✓
Ensemble autrement		✓



: Liste des partenaires non-exhaustive.

Les partenaires, cités ci-dessous ont été rencontrés afin de promouvoir la remontée d'information vers la Communauté Urbaine d'Arras : dispositif de lutte contre l'habitat indigne afin de centraliser le repérage de l'habitat indigne sur le territoire communautaire pour transmettre les informations au guichet unique ou de pouvoir intervenir dans le traitement de situations dont les interventions à « caractère médico-social complexes » en lien avec le dispositif proposé par la communauté urbaine de Arras.

6 : Le protocole départemental de coop

Un protocole départemental de coopération avait été signé le 30 janvier 2018 entre l'État, le Département, l'Association des Maires et Présidents d'intercommunalité, les SCHS de Boulogne/mer et Calais, l'ARS, les TGI d'Arras, Béthune, Boulogne/mer, et Saint-Omer, l'ADIL, la CAF et la MSA.

Il avait pour objet de structurer le partenariat des membres et associés du Pôle Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne (PDL- HI), en établissant le « qui fait quoi » au regard des sujets à traiter en matière de LHI et des différentes procédures.

Ce protocole a fait l'objet d'une réécriture en 2021 afin d'intégrer les modifications apportées par l'ordonnance du 16/09/2020 relative à la simplification des polices spéciales « Lutte contre l'Habitat Indigne » (LHI) et quelques ajustements intervenus dans les process. Ce nouveau protocole a été signé le : 28 / 04 / 2022

Un plan pluriannuel de lutte contre l'habitat indigne 2019-2021 avait identifié, pour 3 ans, les objectifs et actions prioritaires suivants :

- Le développement des suites pénales ;
- La prévention des situations à risque d'insalubrité et de péril pour les immeubles d'habitation ;
- L'identification et le traitement des copropriétés dégradés ;
- La mise en place d'outils de « Lutte contre l'Habitat Indigne » (LHI) par les EPCI ;
- Le développement du repérage des situations.

Un nouveau plan pluriannuel 2022-2024 a été signé le 22 septembre 2022.

II : Plan d'action de la lutte contre l'habitat indigne **sur le territoire de la CUA**

Finalité :

Éradication de l'habitat indigne et lutte contre les marchands de sommeil sur les 46 communes du territoire.

1 : Stratégie

La stratégie de lutte contre l'habitat indigne participe à la mise en œuvre de l'orientation 3 du programme local de l'habitat portant sur la reconquête du bâti et sa rénovation énergétique en effet la reconquête du bâti existant (logements vacants, friches, dents creuses, habitat indigne...) constitue à la fois un levier de redynamisation des communes mais aussi de parcours résidentiel par les habitants.

- Repérer les situations d'habitat indigne grâce à la mise en place de convention (ex : CAF) et en facilitant les remontées d'informations des acteurs de terrain (ex : fiche de saisine)
- Traiter les situations d'urgence identifiées par leur réseau partenarial mis en place
- Prévenir les situations d'habitat indigne et/ou d'incurie par le biais d'informations auprès du public et des partenaires
- Accompagner les maires dans la politique de lutte contre l'habitat indigne

2 : les objectifs opérationnels

L'objectif de ce protocole est multiple il vise à :

- 1) Définir les modalités de partenariat entre la communauté urbaine d'Arras, les communes et l'état.
- 2) Structurer le réseau des partenaires qui agissent en qualité de lanceur d'alerte ou de traitement des situations.
- 3) Donner de la lisibilité sur la situation du territoire et du qui fait quoi en uniformisant les outils.
- 4) Gagner en compétence chez les élus, les référents les techniciens et les partenaires.
- 5) Lutter contre les marchands de sommeil et le mal-logement.
- 6) Coordonner les moyens pour être plus efficient dans le traitement des situations.

La Communauté Urbaine d'Arras, les communes qui la composent et l'Etat s'accordent également pour intégrer dans la lutte contre l'habitat indigne :

- La disparition des îlots d'insalubrité par l'acquisition publique de terrains où d'immeubles impropres à l'habitation
- La suppression de logement à l'état d'abandon
- La résorption des hôtels meublés offrant de très mauvaises conditions de vie

- Information des locataires des propriétaires bailleurs ou occupants de leurs
devoirs.

Afin de mener à bien cet objectif commun d'éradication de l'habitat indigne, l'ensemble des signataires du présent protocole, décident de développer des actions coordonnées de les mettre en œuvre le cadre du dispositif défini ci-après.

3 : La mise en œuvre opérationnelle

3.1 : les outils

L'Appui ingénierie aux communes via le recrutement par la CUA d'un Chargé de mission Habitat indigne qui permet de :

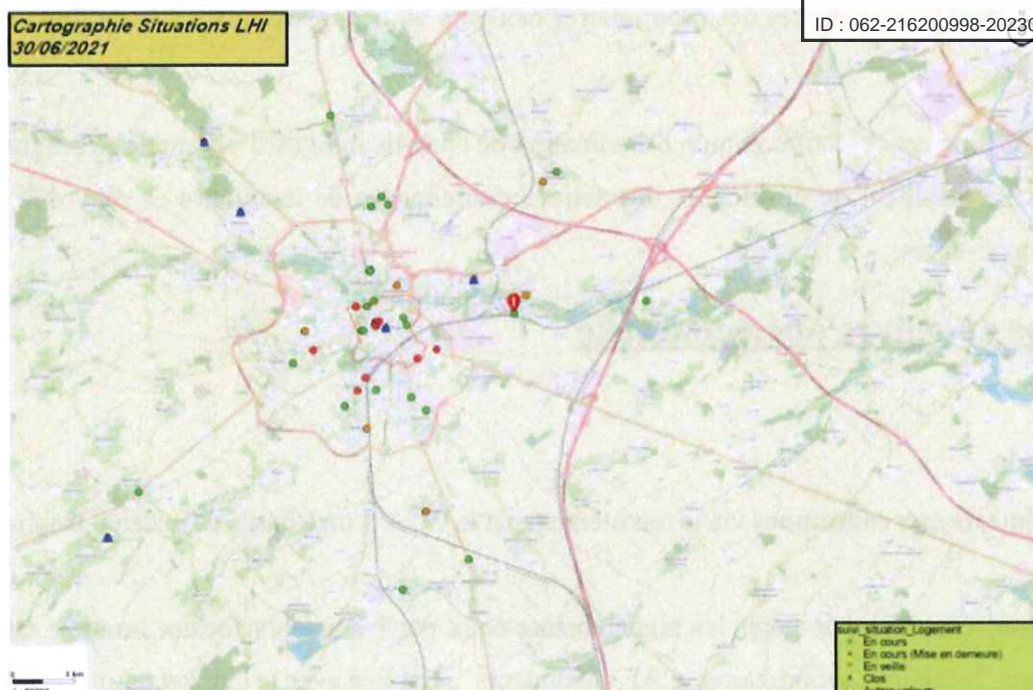
- Repérer, centraliser et gérer les signalements émis par les acteurs locaux (maires, travailleurs sociaux, locataires, propriétaires, CAF, médiateurs...) en lien avec le guichet unique d'Eradication de l'Habitat Indigne (GU EHI)
- Accompagner à la réalisation des visites LHI et qualifier les désordres,
- Proposer les actions à mettre en place et apporter aux communes un appui ingénierie au lancement et au suivi des procédures
- Animer un réseau de référents communaux autour de la déclinaison du protocole territorial de l'habitat indigne et d'une boîte à outils

Le Maillage territorial avec les élus et référents :

Afin de maintenir une dynamique de la politique de lutte contre l'habitat indigne, il a été proposé de nommer au sein de chaque commune plusieurs référents qui sont les interlocuteurs du chargé de mission lutte contre l'habitat indigne en poste à la Communauté Urbaine. Cette stratégie permet entre autres d'alimenter les communes avec des fiches pratiques et des modèles de document via la cartographie dynamique (*confer : les outils opérationnels*).

La mise en place d'un observatoire permettant d'objectiver l'impact de l'habitat indigne sur le territoire de la Communauté ; A cette fin la Communauté Urbaine d'Arras, a mis à la disposition des communes une cartographie dynamique permettant d'accéder grâce à un identifiant et un code personnel à :

- Une cartographie dynamique des situations de « Logements indignes »
- Directement au dossier ;
- La mise à disposition de fiches outils ;
- La mise à disposition de documents pratiques ;
- Une bibliothèque virtuelle, Base de données ;



3-2 : Accompagnement au repérage et au traitement des situations

Confer : Annexe 2 / logigramme repérage de l'habitat indigne sur le territoire communautaire

L'ensemble des partenaires du territoire communautaire amené à intervenir dans les domiciles ont été rencontré par le service de la Direction du Logement afin de leur présenter la politique de lutte contre l'habitat indigne menée par la communauté urbaine et leurs mettre à disposition une fiche de saisine (annexe 1) pour toute situation qu'ils seraient amenés à rencontrer et qui nécessiterait une prise en charge.

Afin de permettre à toute à personne qui au cours de ses missions sociales ou « interventionnelles » sur le territoire communautaire détecte une situation de précarité ou plus communément dénommée « situation préoccupante », un document opérationnel : « relevé d'observations logement » (annexe 3) est à disposition de tous afin de transmettre au guichet unique (Direction Départementale des Territoires et de la Mer) les éléments détectés.

L'objectif de ce document est de permettre à des personnes non-expertes dans le domaine de l'habitat et du bâti d'avoir une vision générale permettant de signaler une alerte en cas de danger pour la sécurité physique ou sanitaire des locataires ou occupants.

En ce qui concerne les primo intervenants : police, gendarmerie, sapeur-pompier une fiche de saisine simplifiée a été transmise dans le respect des préconisations de la CNIL afin de permettre au référent « lutte contre l'habitat indigne » de nouer contacts avec les intervenants pour évaluer la situation et d'orienter celle-ci.

En résumé :

1. Repérage et élaboration d'une fiche saisine transmise au chargé de mission habitat indigne de la communauté urbaine d'Arras
2. Visite et établissement d'un relevé d'observation logement par le référent communal accompagné au besoin par le chargé de mission habitat indigne de la CUA.
3. Transmission du relevé d'observation logement au guichet unique de la direction départementale des territoires et de la mer et inscription dans l'Observatoire communautaire
4. Mise en œuvre des procédures :
 - Traitement des situations d'urgence
 - Procédure amiable
 - Procédure contentieuse

4 : L'articulation avec les autres dispositifs opérationnels

La maison de l'habitat durable (MHD)

La Maison de l'Habitat Durable de la Communauté Urbaine d'Arras réalise 3 missions principales.

- la MHD conseille et oriente les ménages qui souhaitent réaliser des travaux de rénovation énergétique ou de maintien à domicile. Ces conseils sont techniques et financiers.
- la MHD communique sur les aides financières et les travaux pertinents à réaliser
- la MHD finance les travaux, par le biais des aides Anah (la CUA est délégataire Anah) et des aides propres de la CUA

Cœur de ville / OPHA – RU

L'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Cœur de Ville d'Arras (2019-2024) a vocation de redynamiser le parc privé ancien dans le centre-ville d'Arras, en luttant contre la vacance des logements, en rénovant les logements indignes et les passoires énergétiques, en accompagnant les investisseurs privés à définir un projet de travaux compatible avec les contraintes d'un secteur en périmètre AVAP et performant énergétiquement

Objectifs : 180 logements (75 propriétaires occupants ; 55 propriétaires bailleurs ; 20 copropriétés ; 30 dossiers Denormandie)

Groupe de ressource et d'accompagnement personnalisé :

Le Groupe Ressource Accompagnement Personnalisé santé/logement a pour mission de :

- Coordonner les moyens de l'accompagnement, qu'ils soient de droit commun ou spécifiques au Logement d'abord et les mobiliser au profit des besoins des ménages

- Participer à la prise en charge globale des familles en y associant la santé mentale »
- Proposer des pistes de relogement : Ces dernières sont travaillées avec les communes concernées et avec les bailleurs sociaux du territoire ou les associations gérant des logements privés et ayant un agrément IML.

Le GRAP a évolué au fil des mois jusqu'à intégrer les services santé du territoire (service de psychiatrie du CHA par exemple), et les organismes de tutelle afin de proposer des réponses alliant logement et santé lorsque cela est nécessaire.

5 : Les axes de travail 2023 - 2025

Mise en place de conventions opérationnelles :

Objectifs : Élargir les partenariats en vue de la prise en charge des situations de logement indigne et de précarité

Projet en cours :

- **Mise en place d'une convention avec la Caisse d'Allocation Familiale**
 Cette convention a pour objet de renforcer la politique de lutte contre la non-décence et l'insalubrité du parc privé ouvrant droit à l'allocation de logement, en conjuguant les efforts de la CUA et de la CAF du Pas-de-Calais. (Une expérimentation avec la ville d'Arras est en cours de rédaction)
- **La Croix Rouge propose un partenariat formalisé avec la Communauté Urbaine d'Arras**
 afin d'être opérationnel sur le champ de la lutte contre l'habitat indigne tel que :
 - Traitement de l'incurie en complément des dispositifs existants.
 - Aide vestimentaire dans les situations de précarité extrême.

6 : Cas particuliers des situations complexes & interventions à caractère médico-social (incuries)

Si l'habitat à digne traite des dysfonctionnements liés au bâti au logement, il n'en reste pas moins que ces désordres s'accompagnent souvent de situations sociales complexes (interventions à caractère médico-social) qu'il convient de traiter pour aboutir à une solution durable.

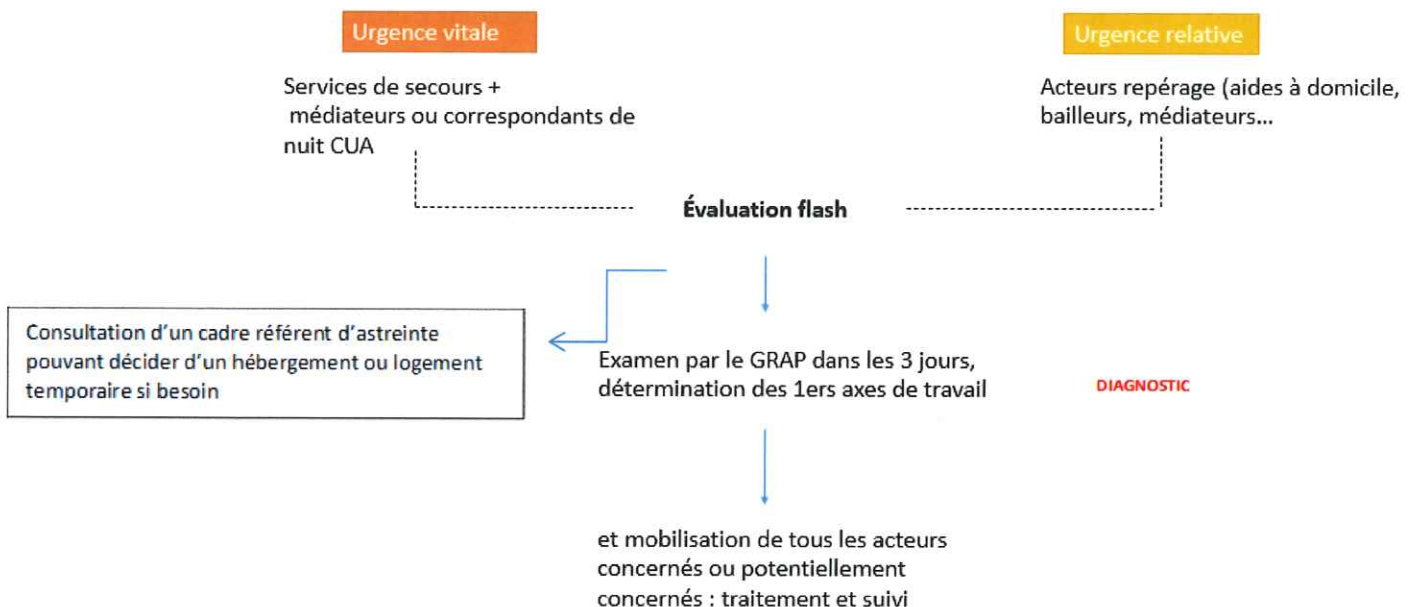
En conséquence, le nombre d'acteurs gravitant autour de ces situations se multiplie et les réponses à apporter sont généralement multidimensionnelles. Ces réponses sont élaborées au sein du Groupe

Ressource Accompagnement Personnalisé, copiloté par la CUA et le
 maison de l'Autonomie et le Centre Hospitalier.

Néanmoins, il est nécessaire de consolider et d'étendre ce partenariat.

Ainsi, sur les premières semaines de 2022, des situations, aux frontières du social, du médico-social et du sanitaire, ont nécessité une intervention accrue de plusieurs partenaires, au premier rang desquels les directions de la Cohésion Sociale et de l'Habitat de la Communauté Urbaine.

Le fonctionnement actuel a révélé un certain nombre de dysfonctionnements et donc la nécessité de pouvoir formaliser un procédé de prise en charge et de traitement de ces situations (voir Logigramme ci-dessous) avec le Centre Hospitalier ou encore avec les services intervenant à domicile (CCAS via le portage de repas ou les soins infirmiers, services d'aide à domicile...), mais également la justice, les services de tutelle afin d'organiser la coordination des acteurs et des moyens dans le respect des compétences de chacun et le plus en amont possible.



III : Gouvernance

Comité technique :

La communauté Urbaine d'Arras se dote d'une instance technique : Le Comité Technique dont l'animation et le secrétariat sont confiés à la Direction de l'Habitat ; celui-ci est composé de la Direction habitat de la communauté urbaine, des référents communaux de lutte contre l'habitat indigne, de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer et de l'Agence Régionale de Santé.

Cette instance se réunit en moyenne 2 fois par an et prend appui sur des groupes de travail thématiques. Il s'agit d'une instance de coordination d'acteurs et d'un lieu ressource. Elle est chargée d'assurer le suivi de la mise en œuvre d'actions figurant dans un plan départemental pluriannuel de lutte contre l'habitat indigne (parmi lesquelles figure l'actualisation de ce présent protocole). Le comité technique habitat indigne produit un rapport d'activités annuel et construit des outils pour faciliter l'action des acteurs impliqués dans la lutte contre l'habitat indigne et non décent. Il prépare les travaux du comité de pilotage.

Comité de pilotage :

Dans le cadre du présent protocole, il est mis en place sous l'autorité conjointe du Préfet et du Président de la Communauté Urbaine d'Arras, un Comité de Pilotage de lutte contre l'habitat indigne réunissant les partenaires institutionnels : représentant de l'état (Préfecture), Direction Départementale des Territoires et de la Mer, Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités, Agence Régionale de Santé, Caisse d'allocation familiale, ...

Ce comité de pilotage se réunit sur initiative du président de la communauté urbaine et du préfet, il est chargé de la validation du bilan et de la définition des axes stratégiques.

Le fonctionnement de ce comité de pilotage sera assuré par les services de la communauté urbaine d'Arras.

Afin de ne pas démultiplier les instances qui intègrent les mêmes partenaires, Le comité technique restituera son bilan au comité de suivi du PLH annuel que constitue la Conférence Intercommunale du Logement (CIL).

IV : Durée

Le présent protocole est conclu pour une durée de 3 années à compter de sa signature ; Un bilan sera réalisé tous les ans au sein du comité de pilotage.

Le contenu et la durée de ce protocole pourront être modifiés par avenant en fonction des résultats constatés. De nouveaux partenaires pourront également adhérer au dispositif en tant que de besoin.

V : Annexes

Envoyé en préfecture le 16/02/2023

Reçu en préfecture le 16/02/2023

Publié le 16/02/2023

ID : 062-216200998-20230215-2023_02_15_7-DE



Annexe 1 : fiche de saisine

Annexe 2 : logigramme repérage de l'habitat indigne sur le territoire communautaire

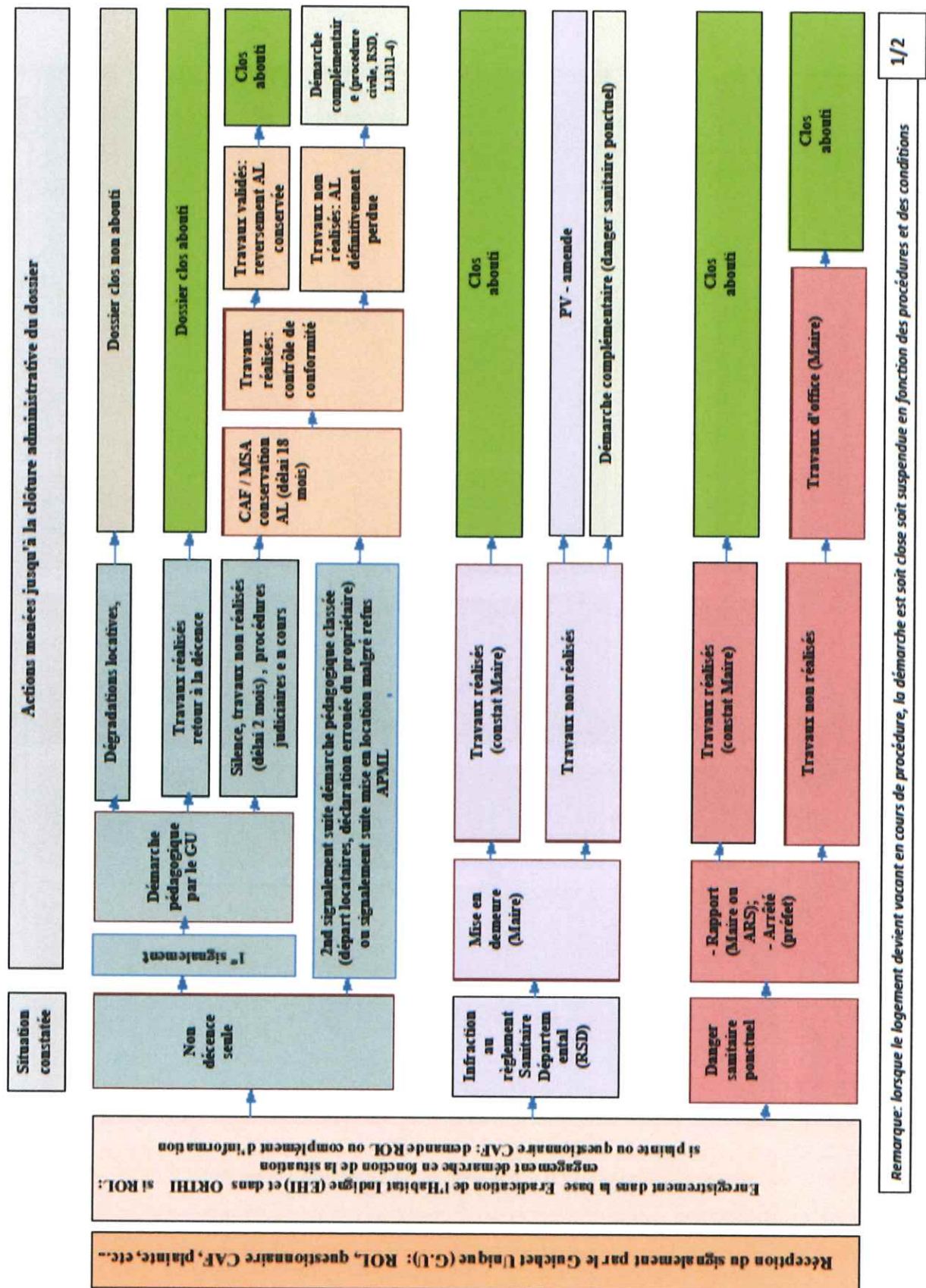
Annexe 3 : Logigramme DDTM 1/2 : « qui fait quoi ? »

Annexe 4 : Relevé d'Observation Logement

Annexe 5 : Qui fait quoi ? Procédure de la Sécurité des immeubles, locaux et installations

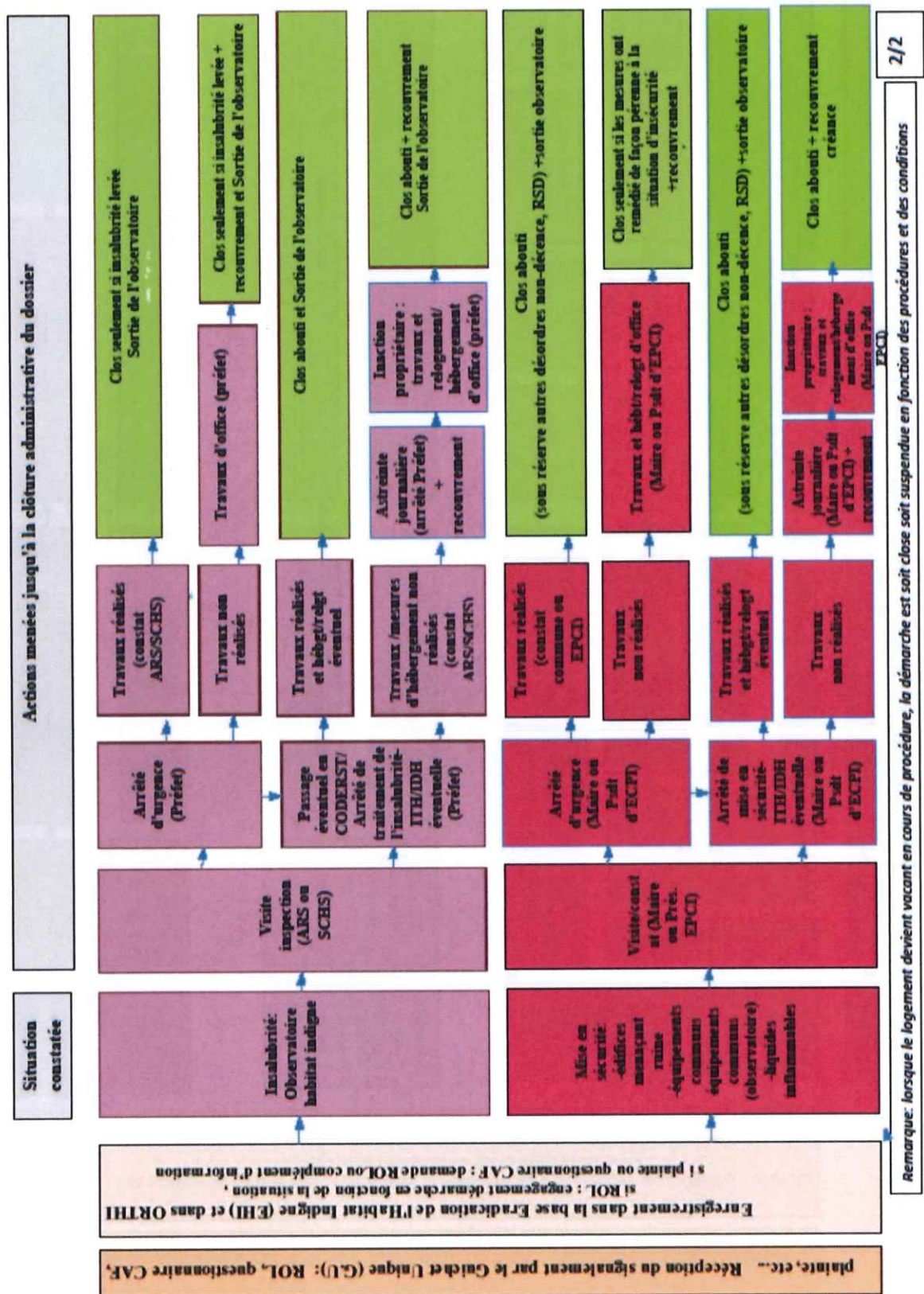
Annexe 6 : Arrêté du président renonçant au transfert des pouvoirs de police LHI

Annexe 3 : Logigramme DDTM 1/2 : « qui fait quoi ? »



Annexe 3 bis : Logigramme DD

« Qui fait quoi ? »



Annexe 1 : fiche de saisine



Commune de :

Fiche d'opportunité de saisine du dispositif de « Lutte contre l'Habitat Indigne » (L.H.I.)

Date :

Intervenant :

Adresse :

Problématique d'indécence / insalubrité constatée :

Lors d'une intervention ☐ Par la personne elle-même ☐ Un élu ☐ Un proche ☐ Un professionnel ☐

Motif d'intervention :

Description succincte de la situation :

Renseignements

Propriétaire Occupant : ☐ Locataire : ☐ Gestionnaire /Bailleurs :

Nom :

Prénom :

Date de naissance :

Tél : /

Composition familiale >

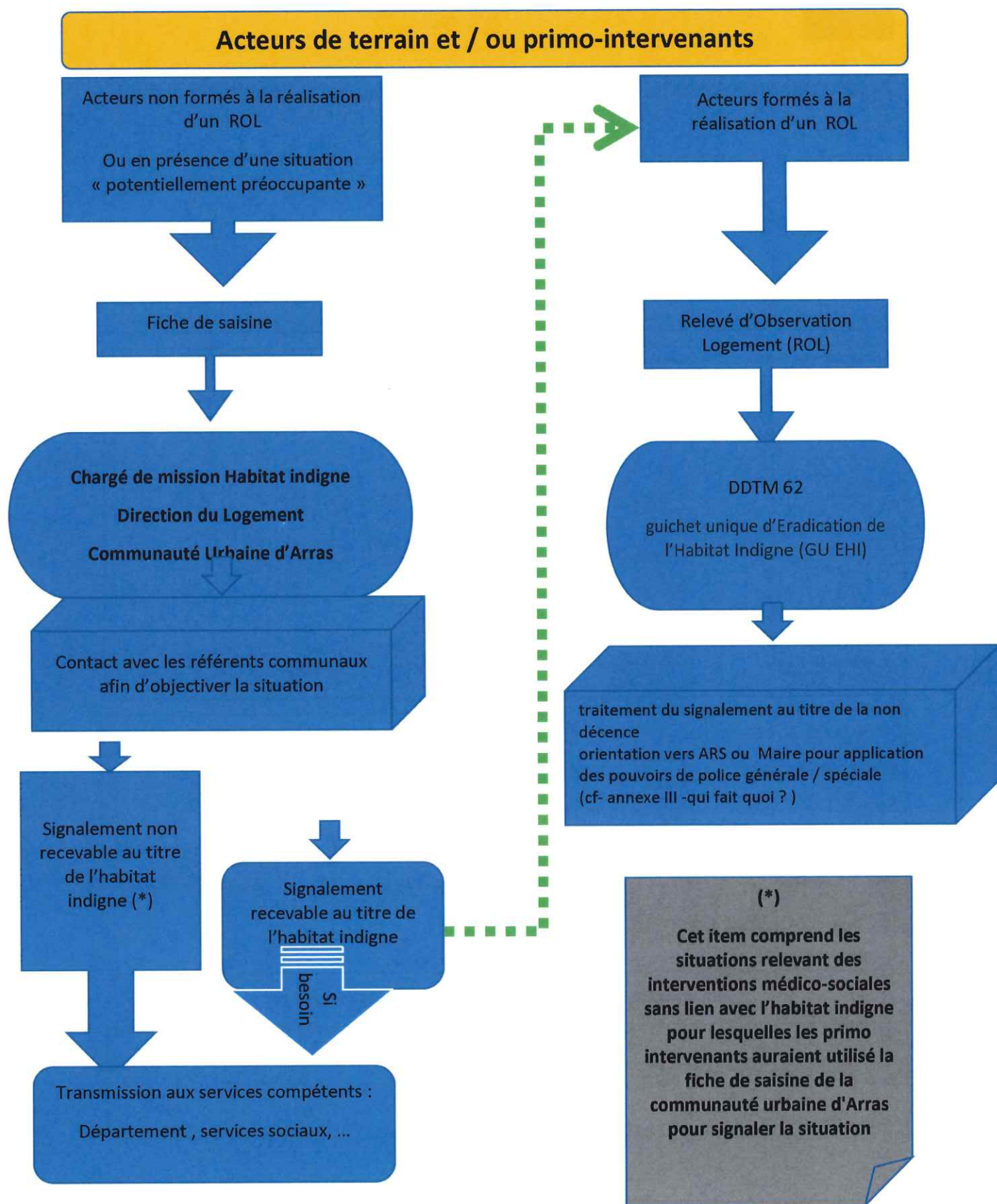
Fiche à transmettre à : p.delisle@cu-arras.org et à habitat@cu-arras.org

Cadre réservé au service L.H.I

Opportunité de la saisine : Oui ☐ non ☐ (motif :


Numéro de Dossier :

Annexe 2 : logigramme repérage de l'habitat indigne sur le territoire communautaire



Annexe 4 : Relevé d'Observation Logement

(4 pages)

 PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	<p align="center">Relevé d'Observations Logement (ROL)</p> <p align="center">R 062 - - - - - (affecté par la DDTM 62)</p> <p align="center"><i>Diagnostic visant à caractériser un logement dégradé à partir d'un constat visuel des désordres susceptibles de relever de l'application du décret relatif aux caractéristiques du logement décent</i></p>
Date de la visite : / / 202	Rapport établi par (organisme) : Adresse de l'organisme : Téléphone : Mail :
Occupant(s) - Adresse <input type="checkbox"/> Locataire <input type="checkbox"/> Sous-Locataire <input type="checkbox"/> Logé gratuitement <input type="checkbox"/> sans Droit / ni Titre Autorisation préalable de mise en location : <input type="checkbox"/> logement situé dans périmètre (joindre demande/accord/refus/courriers)	<input type="checkbox"/> N° allocataire CAF / MSA : Date d'entrée dans les lieux : <input type="checkbox"/> N° unique demande logement social : <input type="checkbox"/> N° d'enregistrement FSL : Numéro d'invariant fiscal du logement : 62 - - - - - (voir avis taxe Habitation ou fichier foncier intégré dans la base ORTHI, à défaut il sera inscrit par la DDTM 62) Nom (M., Mme) : Prénom : N° (bis, ter) Rue : CP : 62 Ville : Tél : Email : @ Si collectif Nombre de logements constituant le bâtiment collectif : Bât / Rés : N° appartement : Entrée : Étage : Porte N° (idem si maison dans courée) :
Caractéristique(s) de la famille	Nbre total de personnes : Nbre de : majeur(s) : mineur(s) : dont mineur(s) en bas âge : Personne(s) handicapée(s) dans le foyer :
Ressources et charges	Ressources : <input type="checkbox"/> RSA <input type="checkbox"/> AAH <input type="checkbox"/> AF <input type="checkbox"/> Autres Montant total du loyer : dont <input type="checkbox"/> APL : <input type="checkbox"/> AL : en tiers payant <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Dettes : Loyer Autres FSL : <input type="checkbox"/> maintien <input type="checkbox"/> accès <input type="checkbox"/> demandé <input type="checkbox"/> accordé Facture énergétique mensuelle approximative : (voir DPE : classement du logement : A B C D E F G)
Recherche de logement	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui Si oui <input type="checkbox"/> parc public <input type="checkbox"/> parc privé Congés de fin bail exprimé <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui Si oui date de fin de bail :
<input type="checkbox"/> Suivi de la famille	Référent famille :
<input type="checkbox"/> Propriétaire(s) <input type="checkbox"/> à défaut Gestionnaire(s)	Nom (M., Mme) : Prénom : Adresse : n° de téléphone :
1 - LOGEMENT	Désignation dans le bail : <input type="checkbox"/> Chambre <input type="checkbox"/> Studio <input type="checkbox"/> Appt vide de type T... <input type="checkbox"/> Appt meublé de type T...
Descriptif du bien	Superficie approximative : m² (voir Dossier Diagnostic Technique annexé au bail - DPE, ERNMT ...) Présence d'au moins une pièce 9 m² : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non (2) Nbre de pièces principales (2) indiqué dans le bail chambre(s), salon et salle à manger : dont chambre(s) : Nbre de salle de bains : nombre de cuisine : nombre de WC : Présence d'animaux (domestiques ou NAC) dans le logement <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui, si Oui, lesquels : Le logement vous semble-t-il en adéquation avec la composition familiale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non (si Non voir § 6)
Document(s) utile(s)	Un bail a été signé entre le locataire et le propriétaire / gestionnaire (obligatoire) : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Un état des lieux a été signé à l'entrée dans les lieux (obligatoire depuis le 6-2016) : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Un Dossier de Diagnostic Technique (obligatoire) a été donné à l'entrée dans les lieux : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Les occupants ont-ils déjà signalé les désordres au propriétaire / gestionnaire par écrit avec A.R. : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non (si pas de signalement en bonne et due forme, faire rappel de cette obligation avant transmission ROL) - Les interventions antérieures : courriers, démarches juridiques (à préciser) : Date de construction : <input type="checkbox"/> < 1949 (CREP) <input type="checkbox"/> > 1969 * voir § 5 - Aération - Ventilation <input type="checkbox"/> Ne sait pas - Si bâtiment construit avant 1949 et entrée dans les lieux postérieure au 12 août 2008 Un Constat de Risques d'Exposition au Plomb a été fourni au locataire : <input type="checkbox"/> Oui (validité 6 mois) <input type="checkbox"/> Non

2 - RELEVÉ DES DÉSORDRES SUR LE BÂTI ET APPARENTS DEPUIS L'EXTÉRIEUR

<p>► Défauts de stabilité du bâti et/ou risque d'effondrement ou de chute de matériaux (3)</p>	<p>RSD art. 32, 33 Décence - 2.1 CCH L 511-2 -1*</p>	<p><input type="checkbox"/> si Oui localisation : <input type="checkbox"/> DANGER (édifice menaçant ruine) !</p> <p>(1)</p>
<p>► Dégradation(s) extérieure(s) :</p> <p><input type="checkbox"/> des murs : joints dégradés, infiltrations, fissures (3)</p> <p><input type="checkbox"/> de la toiture : tuiles déplacées, manquantes (3)</p> <p>► Problème(s) d'évacuation des eaux pluviales :</p> <p><input type="checkbox"/> des chéneaux ou gouttières et descentes (3)</p> <p>► Menuiseries (portes, fenêtres) en mauvais état : problèmes d'ouverture, d'infiltrations parasites, (3)</p>	<p>RSD art. 30, 32, 33, 38B</p> <p>RSD art. 15, 21, 30, 38B</p> <p>Décence - 2.1, 2.2, 2.3, 2.4</p>	<p><input type="checkbox"/> si Oui localisation : <input type="checkbox"/> DANGER !</p> <p>(1)</p> <p><input type="checkbox"/> porte d'entrée ou palier <input type="checkbox"/> porte intérieure</p> <p><input type="checkbox"/> fenêtre <input type="checkbox"/> fenêtre de toit (type velux, ...)</p>
<p>► Aspect général de l'extérieur dégradé :</p> <p><input type="checkbox"/> présence de déchets</p> <p><input type="checkbox"/> mauvais entretien des espaces verts</p>	<p>CE L 541-2</p> <p>RSD art. 28A/81/85</p> <p>RSD art. 16, 32</p>	<p>(1)</p>
<p>Si Immeuble collectif :</p> <p><input type="checkbox"/> Mauvais état des parties communes</p> <p><input type="checkbox"/> Mauvais état des équipements communs</p> <p><input type="checkbox"/> Local poubelles (si existant)</p>	<p>RSD art. 5B, 8, 13, 14, 28A, 32, 33</p> <p>CCH L 511-2-2*</p> <p>RSD art. 7, 28A</p> <p>RSD art. 7.8, 28A, 35</p>	<p><input type="checkbox"/> si Oui localisation (1) : <input type="checkbox"/> DANGER !</p> <p>ex : sol, escalier, garde-corps, électricité, éclairage, chaudière collective (chauffage ou ECS), (si application L 511-2-2* voir article R 511-1du CCH)</p> <p><input type="checkbox"/> absent <input type="checkbox"/> implantation inadaptée (circulation communes, etc ...)</p> <p><input type="checkbox"/> insuffisant (non clos, non ventilé, sans point d'eau ...)</p>

3 - RELEVÉ DES DÉSORDRES RELATIFS À L'AMÉNAGEMENT ET À L'ORGANISATION DU LOGEMENT DEPUIS L'INTÉRIEUR

<p>► Locaux impropres par nature :</p> <p><input type="checkbox"/> Occupation des caves et des sous-sols</p> <p>► Superficie : (voir également la rubrique cuisine)</p> <p>Au moins une des pièces principales (Chambre, Séjour, Salon, Salle à Manger) doit remplir ces critères (2), les pièces principales suivantes doivent avoir au moins une surface de 7m² (Décret n° 48-1766 - Art 3)</p> <p>► Entretien des lieux (locatif) :</p> <p><input type="checkbox"/> Accumulation de déchets, Manque d'entretien (1)</p> <p>► Dégradation(s) intérieure(s) :</p> <p><input type="checkbox"/> des sols <input type="checkbox"/> des murs <input type="checkbox"/> des plafonds</p> <p><input type="checkbox"/> risque d'effondrement, chute de matériaux ... (3)</p>	<p>CSP L 1331-23+ CCH L 511-2-4*</p> <p>RSD art. 31</p> <p>RSD art. 32, 33, 39</p> <p>Décence - 4</p> <p>Décentage - 2.4</p> <p>Décret n° 48-1766 - Art 3</p> <p>Décret n° 87-149 - Art 1 - a</p> <p>RSD art. 28A</p>	<p><input type="checkbox"/> si Oui <input type="checkbox"/> DANGER !</p> <p>Pièces principales (Chambre, Séjour, Salon, Salle à Manger) (2)</p> <p>présence d'une pièce principale d'au moins de 9m² <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p> <p>présence de pièce principale d'une superficie de moins de 7m² <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p> <p>présence pièce principale avec hauteur sous plafond inférieure à 2,20 m <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p> <p>9 m² (si la cuisine n'est pas intégrée à cette pièce) et hauteur sous plafond d'au moins 2,20 m, à défaut cette pièce principale doit avoir un volume supérieur à 20 m³.</p> <p>Pièces de service (Décret n°87-149 - Art 1 - a)</p> <p>Autres que les pièces principales (Chambre, Séjour, Salon, Salle à Manger)</p> <p>Hauteur sous plafond inférieure à 2 m <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p> <p><input type="checkbox"/> infiltration, moisissures, fissures (3) <input type="checkbox"/> autres (1)</p> <p><input type="checkbox"/> si Oui localisation : <input type="checkbox"/> DANGER (ÉDIFICE MENACANT RUINE) !</p>
<p>► Éclairage naturel des pièces principales (chambres, salon et salle à manger)</p> <p>► Ouvrant (fenêtre) vers l'extérieur dans les pièces principales (chambres, salon et salle à manger)</p>	<p>RSD art. 28A, 39</p> <p>Décentage - 2.7</p> <p>Décret n° 87-149 - Art 1 - b</p> <p>Décentage - 2.2</p>	<p><input type="checkbox"/> absent <input type="checkbox"/> insuffisant (si partie vitrée de l'ouvrant inférieure à 10 % de la superficie au sol de la pièce considérée)</p> <p><input type="checkbox"/> absent <input type="checkbox"/> non étanche à l'air ou à l'eau (infiltration importante)(3)</p> <p>(Décret n° 87-149 - Art 1 - b) (1)</p>

4 - RELEVÉ DES DÉSORDRES LIÉS AUX ÉQUIPEMENTS DU LOGEMENT

<p>► Installation électrique :</p> <p>* Contrairement à la fourniture d'eau, l'alimentation en électricité peut être coupée pour non paiement des factures, en dehors de la trêve hivernale.</p> <p>* Diagnostic obligatoire à partir du 1er juillet 2017 (voir décret n°2016-1105 du 11 août 2016 (Loi ALUR) pour application.</p>	<p>Décentage - 3.6</p> <p>RSD art. 5B, 13, 14</p> <p>Décentage - 2.5</p> <p>Décret n° 87-149 - Art 1 - e</p>	<p><input type="checkbox"/> insuffisante : absence totale d'éclairage dans certaines pièces et accès</p> <p><input type="checkbox"/> insuffisante : absence totale de prise dans certaines pièces (surcharges des prises, présence de multiprises, ...) (3)</p> <p>Présence d'un compteur EDF individuel <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non (1)</p> <p><input type="checkbox"/> DANGER ! impliquant le contrôle de l'installation par un professionnel</p> <p><input type="checkbox"/> en mauvais état d'usage et de fonctionnement (3) (trace de court-circuit, d'échauffements ...)</p> <p><input type="checkbox"/> non-respect des normes et/ou des volumes de sécurité (3) - fils apparents, fils en tissu, interrupteurs et prises en métal, dominos apparents, branchements non adaptés, emplacement dangereux, etc ... (Décret n° 87-149 - Art 1 - e, Notice Promotelec)</p>
<p>► Installation gaz : gaz propane interdit à l'intérieur des habitations</p> <p>* Contrairement à la fourniture d'eau, l'alimentation en gaz peut être coupée pour non paiement des factures, en dehors de la trêve hivernale.</p>	<p>RSD art. 5B, 13</p> <p>Décentage - 2.5</p>	<p><input type="checkbox"/> en mauvais état d'usage et de fonctionnement ... <input type="checkbox"/> DANGER !</p> <p><input type="checkbox"/> non sécurisée (canalisation aérienne non protégée, robinet d'arrêt absent ou non accessible, absence de ventilations haute et basse) (3) (1)</p>
<p>► Fourniture d'eau potable</p> <p>Les installations d'eau intérieures au logement assurent la permanence de la distribution avec une pression et un débit suffisants. (Décret n°87-149 - Art 1 - f)</p>	<p>RSD art. 13, 65</p> <p>Décentage - 3.2</p> <p>Décret n° 87-149 - Art 1 - f</p>	<p><input type="checkbox"/> Absente <input type="checkbox"/> DANGER !</p> <p><input type="checkbox"/> insuffisante suite débit ou pression ou permanence (protégée gel).</p> <p><input type="checkbox"/> par réseau d'eau public <input type="checkbox"/> par puits privé (interdit) (1)</p>
<p>► Production d'eau chaude sanitaire individuelle</p> <p>Si présent, préciser le type</p> <p><input type="checkbox"/> Chauffe-eau électrique</p> <p><input type="checkbox"/> Chauffe-eau gaz</p>	<p>Décentage - 3.4, 3.5</p> <p>RSD art. 28A</p>	<p><input type="checkbox"/> Dangereux (chauffe-eau gaz) <input type="checkbox"/> DANGER !</p> <p><input type="checkbox"/> absent ou présent mais insuffisant selon typologie du logement</p>

<p>► Moyen de chauffage individuel (toutes pièces principales)</p> <p>Si présent, préciser le type :</p> <p><input type="checkbox"/> Gaz / Fioul / Électrique / Charbon / Bois (3) <input type="checkbox"/> Autre (à préciser)</p> <p><input type="checkbox"/> Chaudière mixte (chauffage et eau chaude)</p>	<p>CCH R 111-6 RSD art. 5B, 13, 34, 39 Décence - 3.1 RSD art. 28A</p>	<p><input type="checkbox"/> absent ou dangereux..... <input type="checkbox"/> DANGER ⚠</p> <p><input type="checkbox"/> présent mais insuffisant (à préciser - voir CCH R 111-6) <input type="checkbox"/> dispositif absent dans certaines pièces de vie</p> <p>ou</p> <p><input type="checkbox"/> installation partiellement fonctionnelle <input type="checkbox"/> non fonctionnelle (1)</p> <p>Si insuffisant <input type="checkbox"/> utilisation de chauffages d'appoint/mobles (feux à pétrole,...)</p> <p>si Chaudière mixte (production chauffage et eau chaude) <input type="checkbox"/> installation partiellement fonctionnelle voire non fonctionnelle (1)</p>
<p>► Risque d'intoxication au CO lié aux appareils à combustion (production de chauffage et/ou eau chaude)</p>	<p>RSD art. 5B, 13, 34 Décence - 2.2, 2.5, 2.6</p>	<p>Mauvais état <input type="checkbox"/> des appareils de production <input type="checkbox"/> des conduits de fumées</p> <p><input type="checkbox"/> conduits de fumées ou raccordement obstrués (3) <input type="checkbox"/> absence de ventilation basse (Seule une chaudière à ventouse est dispensée d'une ventilation basse (1)) <input type="checkbox"/> absence de trappe de cheminée (occultation intérieure du conduit) <input type="checkbox"/> grilles de ventilation obstruées <input type="checkbox"/> défauts d'installation des appareils de production <input type="checkbox"/> DANGER ⚠ <input type="checkbox"/> absence de ramonage conduits de fumées et/ou d'entretien annuel utilisation de feux à pétrole</p>
<p>► Cuisine (sauf logement d'une pièce) :</p> <p>* Si la cuisine ou le coin cuisine n'est pas indépendant mais intégré à une pièce d'habitation, cette pièce d'habitation doit avoir au moins 12 m² de superficie. Décret n°87-149 Art 1 - a</p> <p>► Installations sanitaires (sauf logement d'une pièce)</p> <p>Présence d'une Salle de bains <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Présence d'un WC <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p>	<p>RSD art. 18 Décret n° 87-149 - Art 1 - a RSD art. 18, 20, 21 Décret n° 87-149 - Art 1 - d Décence - 3.3, 3.4, 3.5</p>	<p>- Coin cuisine avec évier, point d'eau chaude et froide, évacuation avec siphon, prise électrique ou arrivée gaz permettant l'installation d'un appareil de cuisson <input type="checkbox"/> absente <input type="checkbox"/> cuisine extérieur <input type="checkbox"/> insuffisante (à préciser) <input type="checkbox"/> défaut / fuite</p> <p>- Coin toilette aménagé de manière à garantir l'intimité personnelle avec douche ou baignoire et un lavabo munis de siphons et alimentés en eau chaude et froide. Les sols sont étanches et les parois situées autour de la douche et de la baignoire sont protégées contre les infiltrations (Décret n°87-149 - Art 1 - d) <input type="checkbox"/> insuffisante (à préciser) <input type="checkbox"/> manque intimité <input type="checkbox"/> défaut/fuite (1)</p>
<p>► Nuisances liées aux WC</p>	<p>RSD art. 6, 18, 19, 20, 21, 4 Décence - 3.3, 3.5 RSD art. 17</p>	<p><input type="checkbox"/> WC absent <input type="checkbox"/> WC extérieur <input type="checkbox"/> WC sans effet d'eau <input type="checkbox"/> autre : (1) <input type="checkbox"/> WC en communication directe (absence de SAS) avec cuisine /salle à manger cumulé à l'absence d'une ventilation permanente L'installation sanitaire d'un logement d'une seule pièce peut être limitée à un WC extérieur au logement à condition que ce WC soit situé dans le même bâtiment, au même niveau et facilement accessible (1 WC pour 10 occupants maxi - RSD art. 17)</p>
<p>► Mauvaise évacuation des eaux usées Eaux vannes (eaux des toilettes) et Eaux ménagères (lavabos, cuisine, lave-linge, douche...)</p>	<p>RSD art. 20, 21, 22, 37 CSP L 1331-1 CCH R 111-5 Décence - 3.3 RSD art. 33</p>	<p><input type="checkbox"/> WC sur fosse (à vider) <input type="checkbox"/> raccordement au tout à l'égout partiel <input type="checkbox"/> obstruction ou refoulement fréquent et récurrent <input type="checkbox"/> DANGER ⚠ <input type="checkbox"/> mauvaises odeurs dues à une mauvaise évacuation des eaux usées siphon absent, fuite, présence de tampon de visse à l'intérieur de l'habitation (1)</p>

5 - RELEVÉ DES DÉSORDRES APPARENTS EN INTÉRIEUR

<p>► Présence d'humidité si Oui localisation :</p>	<p>RSD art. 28A, 32, 33, 38B Décret n° 87-149 - Art 1 - 3° Décence - 2.1</p>	<p><input type="checkbox"/> isolée <input type="checkbox"/> infiltrations par toiture (plafonds, haut des murs) <input type="checkbox"/> généralisée <input type="checkbox"/> infiltrations par murs, menuiseries <input type="checkbox"/> en bas des murs, sol (remontées capillaires ...)</p>
<p>► Aération - Ventilation L'arrêté du 22-10-1969 (abrogé par l'arrêté du 24-03-1982) relatif à l'aération des logements a fixé le principe de la ventilation générale et permanente des logements, l'aération peut être naturelle ou mécanique. Le décret 87-149 édicte qu'à défaut de posséder un ouvrant les pièces de service doivent recevoir un système d'évacuation débouchant vers l'extérieur la Ventilation Mécanique n'est pas obligatoire</p>	<p>RSD art. 18, 19, 28A, 33, 39, 46 Décence - 2.6 Décret n° 87-149 - Art 1 - b</p>	<p><input type="checkbox"/> absente <input type="checkbox"/> présente mais insuffisante ou mauvais état (à préciser) (absence d'entrée d'air frais, porte non détalonnée, ...)</p> <p><input type="checkbox"/> Évacuation Motorisée (Ventilation Mécanique) Ventilation Mécanique Contrôlée, Ventilation Mécanique par Insufflation ... <input type="checkbox"/> Évacuation par tirage naturel (Ventilation Naturelle) Ventilation minimale dans les pièces de service (dans humidité) présence de 2 grilles d'aération (soit grilles haute & basse) (1)</p>
<p>► Risques de chutes des occupants (3)</p> <p>► Escalier intérieur et / ou extérieur</p> <p>► Main courante</p> <p>► Garde-corps (balustres & main courante)</p> <p>► Échappée</p> <p>► Giration</p> <p>► Marches</p> <p>► Accès extérieurs (circulation, cour, cheminement ...)</p>	<p>RSD art. 32 Décence - 2.3 CCH R 111-15</p>	<p><input type="checkbox"/> escalier / palier ou mezzanine <input type="checkbox"/> DANGER ⚠</p> <p><input type="checkbox"/> main courante absente, discontinue ou dégradée <input type="checkbox"/> marches dégradées <input type="checkbox"/> garde-corps - absent, non conforme si hauteur inférieure à 1,00 m <input type="checkbox"/> balustres, non conformes si espacement vertical supérieur à 11 cm <input type="checkbox"/> échappée insuffisante si hauteur inférieure à 1,90 m <input type="checkbox"/> giration dangereuse (palier étage, porte palière) si inférieure à 0,80 m <input type="checkbox"/> accès extérieurs, balcon, terrasse non sécurisée ou dangereux <input type="checkbox"/> fenêtre à l'étage non sécurisée si hauteur allège inférieure à 0,90 m (1)</p>

6 - RISQUES PARTICULIERS

<p>► Animaux nuisibles/Insectes parasites le logement doit être exempt de toute infestation d'espèces nuisibles et parasites</p>	<p>Décence - 2.6 RSD art. 144 Loi n° 89-462 du 06/07/1989 Art. 6</p>	<p>présence de rongeurs, d'insectes parasites, ... (1)</p> <p><input type="checkbox"/> absence de soupirail, trou(s) dans les murs etc <input type="checkbox"/> infestation localisée (seul le logement est touché) <input type="checkbox"/> infestation généralisée (ensemble des parties communes & privatives)</p>
---	---	--

<p>► Problème de précarité énergétique non respect des critères de performance énergétique minimale (loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Art. 6)</p>	<p>Loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 Art. 6 Déclasse - 2.2</p>	<input type="checkbox"/> Infiltrations d'air parasites (porte, fenêtre, mur et parois donnant à l'extérieur) <input type="checkbox"/> absence de fenêtre ou de porte donnant sur des pièces annexes non chauffées <input type="checkbox"/> absence de trappe de cheminée (occultation intérieure du conduit)
<p>Autres critères énergétiques informatifs car ces critères ne relèvent pas de la non décence</p>	<input type="checkbox"/> bouches d'aération obstruées et / ou mauvaise aération du logement <input type="checkbox"/> utilisation de solutions de chauffage inadaptées (poêle à pétrole, chauffage d'appoint) <input type="checkbox"/> isolation thermique insuffisante (absence d'isolation, murs peu épais, simple vitrage) au regard du moyen de chauffage mis à disposition (classe énergétique) <input type="checkbox"/> autre à préciser : (1)	
<p>► Risques liés à la présence de plomb accessible Articles L 1334-2 du Code de la Santé Publique et L 511-2-4^e du CCH</p> <p>► Risques liés à la présence d'amiante accessible Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011</p> <p>► Risques liés à une possible pollution de l'air intérieur</p>	<input type="checkbox"/> logement d'avant 1949 et peintures dégradées et/ou <input type="checkbox"/> Constat de Risque d'Exposition au Plomb positif avec présence d'enfant(s) mineur(s) ou femme enceinte <input type="checkbox"/> DANGER ! <input type="checkbox"/> éléments dégradés (toitures, sols, parois ...) <input type="checkbox"/> DANGER ! <input type="checkbox"/> moisissures, champignons, traces d'humidité, autre : (1) En lien éventuellement avec <input type="checkbox"/> certificat médical <input type="checkbox"/> des problèmes de santé exprimés par les occupants	
<p>► Risque d'incendie installation <u>obligatoire depuis le 8-03-15 et installé avant le 1-01-18</u></p>	<input type="checkbox"/> absence de Détecteur Avertisseur Autonome de Fumée (DAAF) <input type="checkbox"/> emplacements interdits ou déconseillés (collectif : parties communes, individuel : cuisine, SdB ...) (L'installation initiale du DAAF est à la charge du propriétaire - Article 3 de la loi ALUR)	
<p>► Sur-occupation (1) La notion de sur-occupation est définie par : l'article D 542-14-2° du Code de la Sécurité Sociale et l'article R-111-2 du Code Construction & Habitat</p>	<p>http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/indice-peuplement-insee.htm</p> <input type="checkbox"/> effective à l'entrée ou depuis l'entrée dans les lieux et connue du propriétaire <input type="checkbox"/> suite à évolution de la famille depuis l'entrée dans les lieux et NON connue du propriétaire	

7 - COMMENTAIRES sur l'état du logement exprimés par :

Le(s) occupant(s) :

Le propriétaire :

8 - Signatures et transfert au dossier

Le locataire accepte que les informations recueillies soient transmises au propriétaire ou à son représentant : ☐ Oui ☐ Non

Un reportage photographique est joint au ROL avec l'accord du locataire qui accepte l'exploitation de celui-ci : ☐ Oui ☐ Non

Signature de l'occupant présent lors de la visite :

Signature du gestionnaire / propriétaire présent lors de la visite :

Signature de l'auteur du ROL :

L'auteur du ROL déclare avoir procédé à une visite sur place afin de contrôler visuellement l'état du logement. Il est précisé autant que de besoin que ce contrôle ne vaut en aucun cas certification de solidité, salubrité, sécurité ou autres avis techniques requis par les réglementations en vigueur et qu'il ne saurait faire encourir à l'auteur du ROL une quelconque responsabilité. Le propriétaire-bailleur et son locataire conservent l'entière responsabilité de l'état de ce logement.

Ce ROL est à adresser à :

Direction Départementale des Territoires et de la Mer - Service Habitat Renouvellement Urbain- Unité ELIOTS
100 avenue Winston Churchill - CS 10007 - 62022 ARRAS Cedex
accueil téléphonique du public : lundi - mardi - jeudi - vendredi de 14h00 à 16h30 au 03 21 22 99 99
email : ddtm-ehi@pas-de-calais.gouv.fr

- (1) : Préciser : localisation, description, joindre si nécessaire : rapport succinct, photographie, plan sommaire ... de nature à aider à la compréhension du dossier
- (2) : La pièce principale (Chambre, Séjour, Salon, Salle à Manger) doit avoir une surface d'au moins 9 m² et une hauteur sous plafond d'au moins 2,20 m, à défaut la pièce principale doit avoir un volume supérieur à 20 m³. Dans les pièces suivantes la surface doit être d'au moins 7 m² avec une hauteur sous plafond d'au moins 2 m
- (3) : Rayer la (les) mention(s) inutile(s)

Annexe 5 : Qui fait quoi ? Procédure de la Sécurité des immeubles, locaux et installations

Étapes	Qui fait quoi en général	En particulier : aspects techniques/travaux	En particulier : aspects sociaux / hébergement-relogement	Suivi procédure dans OR-THI et EHI
Repérage	<p>- Tout acteur ayant connaissance de la situation ;</p> <p>- Si le maire est saisi par un citoyen au titre de la police de la sécurité, il doit établir un constat dans un délai de trois mois (art.25-1-A loi 2000-321 du 12/04/2000 modifié par l'ordonnance du 16/09/2020).</p>	<p>Le maire est compétent pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le défaut de solidité des bâtiments, murs et édifices (L.511-2-1° du CCH), - le fonctionnement défectueux des équipements communs d'un immeuble collectif (L.511-2-2° du CCH), - les risques liés à l'entreposage de matières explosives ou inflammables (L.511-2-3° du CCH). <p>Les équipements communs sont les suivants (R.511-1 CCH) : les installations et conduits de ventilation et de désenfumage des circulations communes; les installations de VMC; les installations et appareils d'éclairage et d'éclairage de sécurité des escaliers/couloirs/corridors/circulations communes; les installations de production et de distribution d'eau chaude et d'eau froide, ainsi que les systèmes de sécurité des installations de production d'eau chaude; les installations et conduits de production et de distribution de chauffage collectif, ainsi que leurs systèmes de sécurité ; les installations, canalisations et réseaux divers d'alimentation en énergie (gaz et électricité) ainsi que les canalisations et réseaux divers d'évacuation (eaux usées, eaux pluviales) ; les systèmes de sécurité contre l'incendie ainsi que les équipements et installations de protection et de lutte contre l'incendie ; les installations de stockage des hydrocarbures liquéfiés ; les ascenseurs.</p>		<p>Enregistrement dans OR-THI (DDTM)</p> <p>DDTM : enregistrement dans la base EHI</p>
Échanges sur la situation	Mairie et partenaires (CAF , ARS , DDTM , Sous-Préfecture, ...)			
Procédure urgente de mise en sécurité (L.511-19 du CCH)				
Constat des désordres (L.511-8 et L.511-9 du CCH)	Le danger doit pouvoir être qualifié d'imminent, de manifeste ou être constaté dans un rapport pris par le Maire . S'il est peu doté d'expertise,	Le constat est issu du rapport dressé par l'expert désigné par le Tribunal Administratif dans un délai de 24 heures qui suivent sa nomination ou par le Maire. Le rapport propose des mesures de nature à mettre fin à l'imminence		

	Il peut saisir le Tribunal Administratif pour la désignation d'un expert.	du danger.		
Phase contradictoire (L.511-10 et R.511-3 du CCH)	Sans phase contradictoire			
Prise d'un arrêté (L.511-11 du CCH)	Signature Maire/ . Il est notifié à la personne qui est tenue d'exécuter les mesures prescrites (selon le cas, propriétaire ou syndic de la copropriété). Publication	Sur la base du rapport, l'arrêté ordonne l'exécution de mesures provisoires et urgentes. Les travaux pérennes font l'objet d'une procédure ordinaire.	Possibilité d'interdire temporairement le logement à l'occupation en cas de nécessité. Il est conseillé au propriétaire, en cas d'hébergement, d'établir avec l'hébergé une convention d'occupation précaire (même si l'hébergement est réalisé dans le parc immobilier du propriétaire) L.511-18 du CCH. <i>Cf fiches sur le relogement/hébergement</i>	Enregistrement dans ORTHI (Mairie) DDTM : enregistrement de l'arrêté et date de notification dans la base EHI.
Constat de réalisation des mesures prescrites (L.511-14 du CCH)	Mairie	A échéance du délai (à compter de la date de notification) pour la réalisation des travaux : constat par Mairie ou EPCI.	A échéance du délai pour l'hébergement des occupants, le Maire fait le constat de non-exécution de l'obligation par le propriétaire.	
Réalisation d'office des mesures en l'absence d'exécution (totale ou partielle) par le propriétaire (L. 511-20 du CCH)	Partage de l'information nécessaire entre tous les acteurs concernés.	Le Maire procède, par décision motivée, aux travaux d'office sur la base de l'arrêté sans autre mise en demeure préalable. Il peut procéder à la démolition prescrite sur jugement du président du TJ. Les travaux d'office sont effectués au frais du propriétaire ou de ses ayants-droits (L.511-16 du CCH). Si l'inexécution des mesures prescrites portant sur les parties communes d'un immeuble en copropriété résulte de la défaillance de certains copropriétaires qui ne répondent pas aux appels de fonds alors que les travaux ont été votés, l'autorité compétente peut, sur décision motivée, se substituer à ceux-ci pour les sommes éligibles (R.511-11 du CCH). Les titres de recouvrement sont alors émis à l'encontre de chaque propriétaire pour la fraction de créance dont il est redevable.	Le Maire se substitue au propriétaire pour faire assurer l'hébergement. Il est conseillé d'établir une convention d'occupation précaire entre l'hébergé, la Mairie et le bailleur assurant l'hébergement. Celle-ci pourra être suivie d'un bail classique si le locataire veut se reloger définitivement. La personne publique ayant effectué l'hébergement procède au recouvrement de la créance.	
Fin de la procédure (L.511-21 du CCH)	Mairie.	Si les mesures ont mis fin durablement au danger, le Maire/EPCI prend acte de leur réalisation et de leur date d'achèvement. Il prend un arrêté de main-levée (cf. Article L.511-14 du CCH). Si		ORTHI (Mairie) EHI (DDTM)

		elles n'ont pas mis fin durablement au danger, le Maire/EPCI poursuit la procédure (procédure ordinaire).		
Procédure ordinaire de mise en sécurité				
Constat des désordres (L.511-8 et L.511-9 du CCH)	Le Maire constate, par un rapport, la situation relative à la sécurité. S'il est peu doté d'expertise, il peut saisir le Tribunal Administratif pour la désignation d'un expert.	Le constat est issu du rapport dressé par l'expert désigné par le Tribunal Administratif dans un délai de 24 heures qui suivent sa nomination ou par le Maire/EPCI. Le rapport propose des mesures de nature à mettre fin à l'insécurité de l'immeuble s'il la constate. Si le rapport conclut à l'existence d'un danger urgent, l'autorité fait application des pouvoirs d'urgence (voir procédure d'urgence).		
Phase contradictoire (L.511-10 et R.511-3 du CCH)	Le Maire doit informer le propriétaire par lettre d'avertissement motivée des motifs qui le conduit à envisager de mettre en œuvre la police de la sécurité et des mesures qu'il compte prendre. Le propriétaire dispose d'un délai d'un mois minimum (deux mois lorsqu'il s'agit d'un syndic) pour présenter ses observations. Si le propriétaire est introuvable, l'avertissement est effectué par affichage sur le bâtiment et en mairie.	Lorsque les travaux prescrits ne concernent que les parties communes d'un immeuble en copropriété, la procédure contradictoire est valablement conduite avec le seul syndicat de copropriétaires représenté par le syndic qui en informe immédiatement les copropriétaires.		

Prise d'un arrêté (L.511-11 du CCH)	Si les désordres persistent à l'issue de la phase contradictoire : signature Maire . Il est notifié à la personne qui est tenue d'exécuter les mesures prescrites (selon le cas, propriétaire ou syndic de la copropriété). Publication	L'arrêté ordonne l'exécution des mesures dans un délai fixé qui ne peut être inférieur à un mois à compter de la date de notification.	Possibilité d'interdire temporairement ou définitivement le logement à l'occupation en cas de nécessité. Il est conseillé au propriétaire, en cas d'hébergement, d'établir avec l'hébergé une convention d'occupation précaire (même si l'hébergement est réalisé dans le parc immobilier du propriétaire). En cas de relogement, le propriétaire verse à l'occupant évincé une indemnité d'un montant égal à 3 mois de son nouveau loyer-nu destiné à couvrir les frais de réinstallation). Cf <i>fiches sur le relogement/hébergement</i>	Enregistrement dans ORTHI (Mairie) DDTM : enregistrement de l'arrêté et date de notification dans la base EHI.

<p>Réalisation d'office des mesures en l'absence d'exécution (totale ou partielle) par le propriétaire (L.511-16 du CCH)</p>	<p>Partage de l'information nécessaire entre tous les acteurs concernés.</p>	<p>Le Maire procède, par décision motivée, aux travaux d'office sur la base de l'arrêté sans autre mise en demeure préalable. Il peut procéder à la démolition prescrite sur jugement du président du TJ. Les travaux d'office sont effectués au frais du propriétaire ou de ses ayants-droits (L.511-16 du CCH).</p> <p>Si l'inexécution des mesures prescrites portant sur les parties communes d'un immeuble en copropriété résulte de la défaillance de certains copropriétaires qui ne répondent pas aux appels de fonds alors que les travaux ont été votés, l'autorité compétente peut, sur décision motivée, se substituer à ceux-ci pour les sommes éligibles (R.511-11 du CCH).</p> <p>Les titres de recouvrement sont alors émis à l'encontre de chaque propriétaire pour la fraction de créance dont il est redevable.</p>	<p>Le Maire procède, par décision motivée, aux travaux d'office sur la base de l'arrêté sans autre mise en demeure préalable. Il peut procéder à la démolition prescrite sur jugement du président du TJ. Les travaux d'office sont effectués au frais du propriétaire ou de ses ayants-droits (L.511-16 du CCH).</p> <p>Si l'inexécution des mesures prescrites portant sur les parties communes d'un immeuble en copropriété résulte de la défaillance de certains copropriétaires qui ne répondent pas aux appels de fonds alors que les travaux ont été votés, l'autorité compétente peut, sur décision motivée, se substituer à ceux-ci pour les sommes éligibles (R.511-11 du CCH).</p> <p>Les titres de recouvrement sont alors émis à l'encontre de chaque propriétaire pour la fraction de créance dont il est redevable.</p>	
<p>Fin de la procédure (L.511-14 du CCH)</p>	<p>Mairie.</p>	<p>La mainlevée de l'arrêté ne peut être prononcée qu'après constatation par les services de la Mairie/EPCI de la conformité de la réalisation des travaux aux mesures prescrites. Notification de l'arrêté.</p>	<p>Retour du locataire dans le logement si tel est son souhait.</p>	<p>ORTHI (Mairie) EHI (DDTM)</p>

Annexe 6 : Arrêté du président renonçant au transfert des pouvoirs de police LHI

DEPARTEMENT
DU
PAS-DE-CALAIS

EXTRAIT

du Registre aux Arrêtés du Président de la Communauté

COMMUNAUTE
URBAINE D'ARRAS

Nous, PRESIDENT de la COMMUNAUTE URBAINE d'ARRAS

N/REF : DGS/TLB/RS

2020-421

Arrêté du Président renonçant au transfert des pouvoirs de police administrative spéciale
dans le domaine de la circulation et du stationnement,
de la délivrance des autorisations de stationnement sur la voie publique aux exploitants de taxi
et dans le domaine de la sécurité des bâtiments publics, des immeubles collectifs et des édifices menaçant ruine

Le Président de la Communauté Urbaine d'Arras,

VU la loi n° 2010-1653 du 16 DECEMBRE 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2014-58 du 27 JANVIER 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

VU la loi n° 2014-366 du 24 MARS 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;

VU la loi n° 2020-760 du 22 JUIN 2020 tendant à sécuriser l'organisation du second tour des élections municipales et communautaires de juin 2020 et à reporter les élections consulaires

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2212-1, L. 2212-2 et L. 5211-9-2 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 SEPTEMBRE 2012 prononçant la création, à compter du 1^{er} JANVIER 2013, de la Communauté Urbaine d'Arras issue de la fusion de la communauté urbaine d'Arras et de la communauté de communes de l'Artois et adjonction des communes de Boiry-Becquerelle, Boisleux-au-Mont, Boisleux-Saint-Marc, Boyelles, Guémappe, Héninel, Hénin-sur-Cojeul et Saint-Martin-Sur-Cojeul ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 22 AOÛT 2016 portant extension, à compter du 1^{er} JANVIER 2017, du périmètre de la Communauté Urbaine d'Arras aux communes de Basseux, Boiry-Saint-Martin, Boiry-Sainte-Rictrude, Fichoux, Ransart, Rivière et Roeux ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 22 SEPTEMBRE 2017 fixant les compétences de la Communauté Urbaine d'Arras ;

VU la délibération du Conseil de la Communauté Urbaine d'Arras en date du 13 JUILLET 2020 relative à l'élection du président de ladite Communauté ;

CONSIDERANT que l'article L. 5211-9-2 du Code Général des Collectivités Territoriales institue un transfert automatique des pouvoirs de police administrative spéciale que les maires détiennent notamment dans le domaine de la circulation et du stationnement, de la délivrance des autorisations de stationnement sur la voie publique aux exploitants de taxi et dans le domaine de la sécurité des bâtiments publics, des immeubles collectifs et des édifices menaçant ruine (prérogatives détenues en application des articles L. 123-3, L. 129-1 à L. 129-6, L. 511-1 à L. 511-4, L. 511-5 et L. 511-6 du code de la construction et de l'habitation) ;

CONSIDERANT que les maires disposent néanmoins de la faculté de s'opposer à un tel transfert, dans un délai de six mois suivant la date de l'élection du président de l'établissement public de coopération intercommunale ;

CONSIDERANT par ailleurs que si un ou plusieurs maires des communes membres se sont opposés au transfert de leurs pouvoirs de police, le président de l'établissement public de coopération intercommunale peut renoncer, dans chacun des domaines concernés, à ce que les pouvoirs de police spéciale des maires des communes membres lui soient transférés de plein droit ;

CONSIDERANT que Monsieur Frédéric LETURQUE a été élu Président de la Communauté Urbaine d'Arras le 13 JUILLET 2020 ;

VU, notamment, l'arrêté de Madame le Maire de Dainville en date du 23 SEPTEMBRE 2020, s'opposant au transfert des pouvoirs de police administrative spéciale dans le domaine de la circulation et du stationnement, de la délivrance des autorisations de stationnement sur la voie publique aux exploitants de taxi et dans le domaine de la sécurité des bâtiments publics, des immeubles collectifs et des édifices menaçant ruine ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 - décide de renoncer au transfert du pouvoir de police administrative spéciale des 46 maires de la Communauté Urbaine d'Arras en matière de circulation et de stationnement et de délivrance des autorisations de stationnement sur la voie publique aux exploitants de taxi au président de ladite Communauté ;

ARTICLE 2 - décide de renoncer au transfert du pouvoir de police administrative spéciale des 46 maires de la Communauté Urbaine d'Arras en matière de sécurité des bâtiments publics, des immeubles collectifs et des édifices menaçant ruine (prérogatives détenues en application des articles L. 123-3, L. 129-1 à L. 129-6, L. 511-1 à L. 511-4, L. 511-5 et L. 511-6 du code de la construction et de l'habitation) au président de ladite Communauté ;

ARTICLE 3 - le présent arrêté sera notifié aux maires des 46 communes membres de la Communauté Urbaine d'Arras et transmis en Préfecture du Pas-de-Calais.

FAIT à ARRAS, le 9 OCTOBRE 2020

Publié le 15 OCT. 2020

Transmis à la Préfecture le 15 OCT. 2020

LE PRÉSIDENT,



FREDERIC LETURQUE

Le présent arrêté, à supposer que celui-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de LILLE ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté Urbaine d'Arras, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.